

F. 91 — 2483

**5 JUILLET 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif à la fixation des indemnités forfaitaires annuelles pour frais de parcours et de séjour des inspecteurs principaux et cantonaux de l'enseignement primaire**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu les lois sur l'enseignement primaire coordonnées par l'arrêté royal du 20 août 1957, notamment l'article 79, tel qu'il a été modifié par les lois du 17 mars 1958 et du 29 mai 1959;

Vu l'arrêté royal du 15 mai 1928 constituant le règlement général de l'inspection de l'enseignement primaire, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères;

Vu l'arrêté ministériel du 2 janvier 1937 classant les circonscriptions scolaires des inspecteurs de l'enseignement primaire en diverses catégories d'après la distance moyenne parcourue par les intéressés pour chaque voyage effectué dans les limites de ces circonscriptions;

Vu l'arrêté ministériel du 28 juin 1948 fixant notamment, à partir du 1er janvier 1948, le taux des indemnités forfaitaires annuelles globales des membres de l'inspection scolaire de l'enseignement primaire;

Vu l'arrêté ministériel du 30 novembre 1951 fixant, à partir du 1er janvier 1951, le taux de ces mêmes indemnités pour les membres de l'inspection scolaire de l'enseignement primaire qui utilisent simultanément un véhicule automobile personnel et les moyens ordinaires de transport;

Considérant que les taux des indemnités forfaitaires annuelles globales pour frais de parcours et de séjour accordés aux membres de l'inspection scolaire de l'enseignement primaire doivent être adaptés sans autre délai aux conditions économiques actuelles;

Vu le protocole conclu le 4 février 1991 au Comité de négociation du secteur IX;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 février 1991;

Vu l'accord du Ministre-Président compétent en matière de Fonction publique et de Budget, donné le 7 juin 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de permettre le bon accomplissement des tâches imposées aux membres de l'inspection cantonale de l'enseignement primaire;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif du 25 juin 1991,

Arrête :

**Section 1er. — Utilisation des moyens de transport en commun****Art. 1er.** Les taux de l'indemnité forfaitaire annuelle globale pour frais de parcours et pour frais de séjour accordée aux inspecteurs principaux et cantonaux de l'enseignement primaire, sont fixés comme suit :**A. Pour les inspecteurs principaux.**

	<u>Frais de parcours</u>	<u>Frais de séjour</u>
1re catégorie	43 300 F	33 800 F
2e "	41 800 F	32 000 F
3e "	38 400 F	30 000 F
4e "	36 000 F	28 100 F
5e "	33 600 F	26 300 F
Catégorie urbaine :	20 000 F	

**B. Pour les inspecteurs cantonaux.**

1re catégorie	33 600 F	26 300 F
2e "	31 300 F	24 400 F
3e "	26 500 F	21 000 F
4e "	21 600 F	17 000 F
5e "	16 800 F	13 100 F
Catégorie urbaine :	12 300 F	

**Art. 2.** Les inspecteurs principaux titulaires des ressorts d'inspection principale d'Arlon, de Dinant, de Tournai et Verviers, ainsi que l'inspecteur du canton scolaire de Stavelot, dont les circonscriptions scolaires sont classées dans une catégorie dite « Spéciale » en vertu de leur configuration géographique particulière, bénéficient d'une indemnité préférentielle dont les montants respectifs sont ainsi qu'il suit :**A. Pour les inspecteurs principaux des ressorts d'Arlon, de Dinant, Tournai et Verviers :**

<u>Frais de parcours</u>	<u>Frais de séjour</u>
48 000 F	37 600 F

**B. Pour l'inspecteur du canton scolaire de Stavelot :**

41 800 F	32 000 F
----------	----------

**Art. 3.** L'indemnité forfaitaire pour frais de parcours et pour frais de séjour est payée mensuellement et à terme échu, à raison de 1/12 du montant de l'indemnité annuelle globale.

Lorsque l'indemnité du mois n'est pas due entièrement, elle est fractionnée en trentièmes. Le nombre de trentièmes dus est calculé suivant les règles prévues par le statut pécuniaire du personnel des ministères en matière de paiement du traitement.

Section II. — *Utilisation de moyens de transport personnels*

**Art. 4.** Les inspecteurs principaux et cantonaux de l'enseignement primaire, peuvent être autorisés à utiliser leur voiture automobile pour les besoins du service.

Sont cependant exclus de cette mesure, les inspecteurs des circonscriptions urbaines et les inspecteurs dont la circonscription scolaire appartient à la 5e catégorie fixée par l'arrêté ministériel du 2 janvier 1937.

**Art. 5.** D'après la catégorie à laquelle appartient leur circonscription scolaire en vertu de l'arrêté ministériel précité, et dans les limites fixées par le tableau ci-après, les membres de l'inspection visés au 1er alinéa de l'article 4 peuvent prétendre :

a) à l'indemnité kilométrique prévue par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;

b) pour la partie des déplacements qu'ils effectuent par les moyens ordinaires de transport, à une indemnité forfaitaire de parcours dont le montant est fixé dans la colonne 4 du tableau ci-après;

c) à l'indemnité pour frais de séjour prévue aux articles 1 et 2 du présent arrêté, ainsi qu'à un quota kilométrique annuel.

Détermination de la catégorie	Kilométrage annuel autorisé	Indemnité par kilomètre	Indemnité pour frais de parcours (Moyens ordinaires) Forfait	Indemnité pour frais de séjour Forfait
1	2	3	4	5
<b>A. Inspecteurs principaux</b>				
1°	6 600 km	Variable	8 200 F	33 800 F
2°	5 600 km	"	7 800 F	32 000 F
3°	4 600 km	"	7 300 F	30 000 F
4°	3 600 km	"	6 900 F	28 100 F
5°	2 600 km	"	6 400 F	26 300 F
Pour les inspecteurs principaux des ressorts d'Arlon, de Dinant, Tournai et Verviers				
1° Tournai	6 600 km	Variable	9 100 F	37 600 F
Verviers	"	"	"	"
2° Dinant	7 600 km	"	9 100 F	37 600 F
3° Arlon	8 900 km	"	9 100 F	37 600 F
<b>B. Inspecteurs cantonaux</b>				
1°	4 600 km	Variable	6 400 F	26 300 F
2°	3 600 km	"	5 900 F	24 400 F
3°	2 600 km	"	5 000 F	21 000 F
4°	1 600 km	"	4 100 F	17 000 F
Pour l'inspecteur du canton scolaire de Stavelot				
	5 600 km	Variable	7 800 F	32 000 F

**Art. 6.** L'indemnité kilométrique est liquidée, par semestre, sur production d'une déclaration sur l'honneur, appuyée d'un relevé détaillé, en triple exemplaire, établissant le nombre de kilomètres parcourus pour le service.

Elle ne peut en aucun cas dépasser, pour cette période, la moitié de l'indemnité annuelle prévue par l'article 5, pour la fonction et la catégorie correspondantes.

**Art. 7.** Les bénéficiaires de l'indemnité kilométrique qui cessent, même momentanément, d'utiliser leur voiture automobile pour les besoins au service, ou qui en acquièrent une autre, en avisent immédiatement l'administration dont ils dépendent.

**Art. 8.** Les indemnités forfaitaires pour frais de parcours et pour frais de séjour prévues à l'article 5 b) et c) sont liquidées suivant les règles prescrites dans l'article 3 du présent arrêté.

**Art. 9.** Conformément à l'article 5 de la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public, les dépenses énumérées dans les articles 1, 2, 5 b) et c) du présent arrêté, sont rattachées à l'indice-pivot 138,01 au 1er septembre 1990 : (102,02 sur base 88).

Section III. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 10.** Jusqu'à leur départ, les inspectrices des travaux féminins des ressorts scolaires de Bruxelles A, Bruxelles B et Liège perçoivent une indemnité forfaitaire globale égale à celle qui est attribuée aux inspecteurs principaux de ces ressorts.

En cas d'utilisation d'un moyen de transport personnel, l'inspectrice des travaux féminins du ressort de Liège peut prétendre aux indemnités et au quota kilométrique attribués à l'inspecteur principal de ce ressort.

**Art. 11.** A l'exception de l'article 9, les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 1970 sont abrogées.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1990.

**Art. 13.** Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 juillet 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation,  
du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

N. 91 — 2483

5 JULI 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de jaarlijkse forfaitaire vergoedingen voor reis- en verblijfkosten van de hoofdinspecteurs en kantonale inspecteurs van het lager onderwijs

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 20 augustus 1957, inzonderheid artikel 79 zoals het gewijzigd werd door de wetten van 17 maart 1958 en van 29 mei 1959;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 mei 1928, houdende algemeen reglement voor het toezicht op het lager onderwijs, inzonderheid artikel 18;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries;

Gelet op het ministerieel besluit van 2 januari 1937 waarbij de toezichtsgebieden van de inspecteurs lager onderwijs in categorieën gerangschikt worden volgens de gemiddelde afstand welke door de betrokkenen per dienstreis afgelegd wordt binnen de grenzen van hun toezichtsgebied;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 juli 1948 waarbij inzonderheid, vanaf 1 januari 1948, het bedrag wordt vastgesteld van de totale jaarlijkse forfaitaire vergoedingen voor de leden van de inspectie lager onderwijs;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 november 1951, waarbij, vanaf 1 januari 1951, het bedrag wordt vastgesteld van diezelfde vergoedingen voor de leden van de inspectie lager onderwijs, die een eigen autovoertuig en de gewone verkeersmiddelen gebruiken;

Overwegende dat het bedrag van de totale jaarlijkse forfaitaire vergoedingen voor reis- en verblijfkosten toegekend aan de leden van de inspectie lager onderwijs, onverwijld aangepast moet worden aan de huidige economische omstandigheden;

Gelet op het protocol dd. 4 februari 1991 met de besluiten van de onderhandelingscomité van sector IX;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën dd. 21 februari 1991.

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter, bevoegd inzake Openbaar Ambt en Begroting, d.d. 7 juni 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, inz. art. 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980 en van 16 juni en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, de leden van de kantonale inspectie van het lager onderwijs hun taken tot een goed einde te laten brengen;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 25 juni 1991,

Besluit :

Afdeling I. — *Gebruik van gemeenschappelijke vervoermiddelen*

Artikel 1. Het bedrag van de jaarlijkse forfaitaire vergoeding voor reis- en verblijfkosten toegekend aan de hoofdinspecteurs en kantonale inspecteurs van het lager onderwijs, wordt vastgesteld als volgt :

A. Hoofdinspecteurs :

	<u>Reiskosten</u>	<u>Verblijfkosten</u>
1 <sup>o</sup> categorie	43 300 F	33 800 F
2 <sup>o</sup> "	41 800 F	32 000 F
3 <sup>o</sup> "	38 400 F	30 000 F
4 <sup>o</sup> "	36 000 F	28 100 F
5 <sup>o</sup> "	33 600 F	26 300 F
Categorie stadsgebieden :	20 000 F	

B. Kantonale inspecteurs.

	<u>Reiskosten</u>	<u>Verblijfkosten</u>
1 <sup>o</sup> categorie	33 600 F	26 300 F
2 <sup>o</sup> "	31 300 F	24 400 F
3 <sup>o</sup> "	28 500 F	21 000 F
4 <sup>o</sup> "	21 600 F	17 000 F
5 <sup>o</sup> "	16 800 F	13 100 F
Categorie stadsgebieden :	12 300 F	

Art. 2. De hoofdinspecteurs die titularis zijn van de hoofdtoezichtsgebieden Aarlen, Dinant, Doornik en Verviers, alsook de inspecteur van het schoolkanton Stavelot, wier toezichtsgebied gerangschikt is in een « speciale » categorie wegens de bijzondere aardrijkskundige ligging ervan, genieten een preferentiële vergoeding, waarvan het respectieve bedrag vastgesteld is als volgt :

A. Hoofdinspecteurs van de toezichtsgebieden Aarlen, Dinant, Doornik en Verviers :

<u>Reiskosten</u>	<u>Verblijfkosten</u>
48 000 F	37 600 F

B. Inspecteur van het schoolkanton Stavelot :

41 800 F	32 000 F
----------	----------

**Art. 3.** De forfaitaire vergoeding voor reis- en verblijfkosten wordt maandelijks, na vervallen termijn, uitbetaald naar rato van 1/12e van de totale jaarlijkse vergoeding.

Wanneer de maandvergoeding niet volledig verschuldigd is, wordt ze in dertigsten verdeeld. Het aantal verschuldigde dertigsten wordt berekend volgens de regels die in het geldelijk statuut van het personeel der ministeries, bepaald zijn voor de uitbetaling van de wedde.

#### Afdeling II. — Gebruik van eigen vervoermiddelen

**Art. 4.** De hoofdinspecteurs en kantonale inspecteurs van het lager onderwijs kunnen de toelating bekomen om, in het belang van de dienst, hun eigen autovoertuig te gebruiken.

Deze maatregel geldt echter niet voor de inspecteurs van de stadsgebieden, noch voor de kantonale inspecteurs wier toezichtsgebied behoort tot de 5e categorie, vastgesteld bij het ministerieel besluit van 2 januari 1937.

**Art. 5.** Volgens de categorie waartoe hun toezichtsgebied krachtens voormeld ministerieel besluit behoort en binnen de perken gesteld in onderstaande tabel, kunnen de inspectieleden, bedoeld in lid 1 van artikel 4, aanspraak maken :

a) op de kilometervergoeding bedoeld bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten;

b) voor het gedeelte van de reizen waarvoor ze gewone vervoermiddelen gebruiken, op een forfaitaire vergoeding voor reiskosten, waarvan het bedrag vastgesteld wordt in kolom 4 van de hiernavermelde tabel :

c) op de in de artikelen 1 en 2 van dit besluit bedoelde vergoeding voor verblijfkosten, alsmede op een jaarlijks aantal kilometers.

Bepaling van de categorie	Toegelaten aantal kilometers per jaar	Vergoeding per kilometer	Vergoeding voor reiskosten (gewone vervoermiddelen) Forfaitair bedrag	Vergoeding voor verblijfkosten Forfaitair bedrag
1	2	3	4	5
<b>A. Hoofdinspecteur</b>				
1 <sup>o</sup>	6 600 km	Veranderlijk	8 200 F	33 800 F
2 <sup>o</sup>	5 600 km	"	7 800 F	32 000 F
3 <sup>o</sup>	4 600 km	"	7 300 F	30 000 F
4 <sup>o</sup>	3 600 km	"	6 900 F	28 100 F
5 <sup>o</sup>	2 600 km	"	6 400 F	26 300 F
Voor de hoofdinspecteurs van de toezichtsgebieden Aarlen, Dinant, Doornik en Verviers				
1 <sup>o</sup> Doornik	6 600 km	Veranderlijk	9 100 F	37 600 F
Verviers	"	"	"	"
2 <sup>o</sup> Dinant	7 600 km	"	9 100 F	37 600 F
3 <sup>o</sup> Aarlen	8 900 km	"	9 100 F	37 600 F
<b>B. Kantonale inspecteurs</b>				
1 <sup>o</sup>	4 600 km	Veranderlijk	6 400 F	26 300 F
2 <sup>o</sup>	3 600 km	"	5 900 F	24 400 F
3 <sup>o</sup>	2 600 km	"	5 000 F	21 000 F
4 <sup>o</sup>	1 600 km	"	4 100 F	17 100 F
Voor de inspecteur van het schoolkanton Stavelot :				
	5 600 km	Veranderlijk	7 800 F	32 000 F

**Art. 6.** De kilometervergoeding wordt per halfjaar uitgekeerd, op overlegging van een verklaring op erewoord, gestaafd door een omstandige opgave, in drievoud, van het aantal voor de dienst afgelegde kilometers.

In geen geval mag ze voor die termijn meer bedragen dan de helft van de jaarlijkse vergoeding, die bij artikel 5 is bepaald voor de daarmee overeenstemmende functie en categorie.

**Art. 7.** De gerechtigden op een kilometervergoeding die, zij het tijdelijk, hun autovoertuig niet meer voor dienstreizen gebruiken, of die een andere wagen kopen, delen zulks onmiddellijk mee aan het bestuur waaronder ze ressorteren.

**Art. 8.** De forfaitaire vergoedingen voor reis- en verblijfkosten bepaald bij artikel 5 b) en c), worden uitgekeerd volgens de regels gesteld bij artikel 3 van dit besluit.

**Art. 9.** Overeenkomstig art. 5 van de wet van 1 maart 1977 tot invoering van de koppeling van bepaalde uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk, worden de in de art. 1, 2, 5 b) en c) van dit besluit opgesomde uitgaven gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01 op 1 september 1990 (102,02 op basis 1988).

#### Afdeling III. — Overgangs- en slotbepalingen

**Art. 10.** Tot hun uitdiensttreding genieten de inspectrices vrouwelijke handwerken van de toezichtsgebieden Brussel A, Brussel B en Luik een globale forfaitaire vergoeding, gelijk aan die, toegekend aan de hoofdinspecteurs van die gebieden.

De inspectrice vrouwelijke handwerken van het toezichtsgebied Luik, die een eigen vervoermiddel gebruikt, kan aanspraak maken op de vergoedingen en het aantal kilometers, toegekend aan de hoofdinspecteur van dat gebied.

**Art. 11.** Behalve art. 9 worden de bepalingen van het ministerieel besluit van 31 juli 1970 opgeheven.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1990.

**Art. 13.** De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 juli 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport,  
Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

F. 91 — 2484

**15 JUILLET 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française  
portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1989 telle que modifiée;

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de Promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement, tel que modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 6 juillet 1989 fixant la répartition des compétences entre les membres de l'Exécutif;

Sur proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 29 avril 1991,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Délégation est donnée au Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique pour exécuter le décret organisant l'Enseignement de Promotion sociale à l'exception des articles 10, § 2, alinéa 2, 63, 64, 75 alinéa 3, 107, 111, 115, 118, 119, 128, 130 alinéa 2.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 16 avril 1991.

Bruxelles, le 15 juillet 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,  
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation,  
du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

N. 91 — 2484

**15 JULI 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap  
houdende overdracht van bevoegdheid inzake het onderwijs voor sociale promotie**

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1989 tot hervorming van de instellingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 6 juli 1989 houdende verdeling van de bevoegdheden onder de leden van de Executieve;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 29 april 1991,

Besluit :

**Artikel 1.** Machtiging wordt verleend aan de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek om het decreet houdende regeling van het onderwijs voor sociale promotie uit te voeren, behalve de artikelen 10, § 2, 2e lid, 63, 64, 75, 3e lid, 107, 111, 115, 118, 119, 128, 130, 2e lid.